La stratégie ? L'appel au sursaut national face à l'invasion

16/09/2012 à 9h00
Tribune libre de *Paysan Savoyard*

Pour les patriotes, les scrutins de 2012 se sont soldés par un échec. Dans ce contexte, plusieurs stratégies sont envisageables.

Laissons de côté celles qui nous paraissent relever de l'illusion. Miser sur l'implantation locale et les élections municipales ? Chimère nous semble-t-il : il sera aussi difficile de faire élire des maires de grandes villes « patriotes » que le président de la république lui-même car les raisons qui freinent la progression du FN au plan national jouent tout autant localement.

Compter sur l'aggravation de la situation économique et sociale et sur l'accroissement de la délinquance pour provoquer une réaction de l'opinion ? Nous n'y croyons pas pour notre part : les difficultés de vie quotidienne que rencontrera dans les années qui viennent une proportion croissante de la population provoqueront plus probablement le repli sur soi et l'exacerbation d'un individualisme craintif plutôt qu'une mobilisation collective.

> ***Miser sur un autre parti que le Front national, déjà existant ou à créer ? Il nous paraît pour notre part plus prudent pour les électeurs patriotes que nous sommes de fonder les quelques espoirs qui subsistent sur un parti implanté depuis quarante ans plutôt que sur une structure embryonnaire qui mettra des décennies à acquérir une certaine notoriété.***

Renouveler le nom, le profil des cadres et l'organisation du Front national ? Certaines adaptations seraient peut être utiles, mais les obstacles majeurs à la croissance du vote « patriote » ne tiennent pas, à notre avis, aux questions d'appareil ou de personnes.

Ces « fausses-fenêtres » mises à part, trois stratégies apparaissent imaginables. Deux d'entre elles nous semblent perdantes à tout coup. Les chances de succès de la troisième sont limitées : elle nous paraît pourtant la seule possible.

- **L'impossibilité d'une alliance avec la droite**

La première stratégie consisterait à chercher non plus à casser l'UMP mais au contraire à passer une alliance avec elle. Cela serait faire application de ce que de tentent de réaliser plusieurs partis « patriotes » en Europe : passer des accords avec la droite de gouvernement, soit en participant au gouvernement lui-même, soit en le soutenant à la chambre (différentes initiatives en ce sens ont été prises aux Pays-Bas, en Autriche, en Italie, au Danemark).
En admettant qu'elle puisse déboucher sur l'adoption de réformes conformes aux intérêts fondamentaux des peuples européens, cette stratégie nous paraît de toute façon impraticable en France.
Les accords de gouvernement passés dans certains pays entre la droite et ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême droite sont en effet rendus possibles par le caractère parlementaire du régime politique en vigueur dans tous les États européens, la France exceptée, et par le mode de scrutin proportionnel pratiqué dans la plupart de ces pays.
Les mécanismes du régime parlementaire et le mode de scrutin interdisent généralement au parti qui gagne les élections de disposer d'une majorité absolue et de gouverner seul : le parti vainqueur doit rechercher des alliances pour constituer une majorité parlementaire, ce qui peut ouvrir la voie à des accords avec les « nationaux ».
Au contraire en France l'élection du président au suffrage universel combinée au scrutin majoritaire pour l'élection des députés permet le plus souvent au parti du président élu d'emporter une majorité absolue à la chambre, comme cela a été le cas pour l'UMP en 2002 et 2007 et pour le PS en 2012.

Il n’y a donc aucune nécessité pour l’UMP de passer un accord avec les « nationaux » : ses dirigeants savent que le régime politique et le mode de scrutin leur garantissent tôt ou tard un retour aux affaires. Gouvernant par alternance à la faveur du système politique en place, le PS et la droite n’ont dès lors nulle intention d’en modifier les cadres (notons que le système majoritaire leur permet également de se succéder à la tête des villes et des départements).
Non seulement une alliance avec les nationaux n’est pas nécessaire à l’UMP mais elle lui serait probablement fortement nuisible. La classe dominante se trouve en effet fort bien de l’alternance gauche-droite, dès lors que les deux ailes du conglomérat UMPS adhèrent aux principaux dogmes fixés par les réseaux et groupes de pensée qui structurent l’oligarchie.
Si l’UMP cherchait à pactiser avec le diable « national » et à « sortir du cercle républicain », elle perdrait immédiatement son statut de parti de gouvernement et deviendrait pour la classe dominante un ennemi irréductible. Même si le FN s’avisait d’en rechercher la mise en œuvre, une stratégie d’alliance avec la droite serait donc inapplicable.

- **La poursuite de la stratégie de la dédiabolisation serait une erreur**

La seconde stratégie perdante est celle qui consisterait à poursuivre ce qui a été essayé en 2007 puis en 2012. Elle a abouti par deux fois à un échec : il en sera de même à l’avenir si elle est maintenue.
Cette stratégie perdante est celle de la « dédiabolisation », choisie par Marine Le Pen depuis son accession à la présidence du parti pour espérer dépasser l’UMP et créer un rassemblement autour du Front national. Marine Le Pen avait déjà cherché à la mettre en application lorsqu’elle dirigeait la campagne de son père en 2007 : ce choix avait abouti à laisser le terrain libre à la campagne de M. Sarkozy, provoquant par là même un recul considérable du FN.

De nouveau, en 2012, M. Sarkozy a été laisse libre de reprendre dans les dernières semaines de campagne les mêmes antiennes sécuritaires et identitaires que celles qui lui avaient réussi cinq ans auparavant : ce durcissement verbal de dernière minute lui a suffi pour gagner dix points d'intentions de vote dans les sondages, dépasser largement Marine Le Pen dans les urnes et s'approcher au second tour d'un score de 49 % inenvisageable quelques mois plus tôt.
La stratégie de dédiabolisation a consisté à mettre en œuvre trois évolutions :
– Les responsables du Front national ont d'abord cherché (légitimement, sur ce point, nous semble-t-il) à éliminer du discours et des attitudes du FN tout ce qui pouvait être ressenti par l'opinion – ou du moins par la classe dominante – comme des provocations ou des prises de positions extrémistes : allusions à connotations antisémites, analyses hétérodoxes sur la seconde guerre mondiale, comportements et déclarations se rattachant à l'univers de l'extrémisme de droite.
– La dédiabolisation à consisté, en second lieu, à réduire fortement l'importance prise par les thèmes traditionnels de l'immigration et de l'insécurité dans le discours et les programmes du FN (sans pour autant, certes, changer le fond des analyses et des propositions). Cet objectif a amené Marine Le Pen à introduire dans sa campagne, une forte composante économique et sociale. Mieux, le refus de la mondialisation, de l'Europe de Bruxelles et de l'euro, ainsi que l'appel à la restauration des souverainetés nationales, ont constitué les axes de la campagne de 2012.
Quant à l'immigration, elle a été traitée presque par incidence, étant présentée comme l'un des aspects néfastes de la mondialisation (sur la question de l'économie, notons au passage que le choix effectué par Marine Le Pen depuis plusieurs années d'adopter un programme économiquement « social » et favorable à l'action de l'État, en lieu et place du programme libéral en vigueur jusque là au FN, nous a paru très judicieux : il correspond en effet à l'intérêt de la

grande majorité des Français et de la grande majorité de l'électorat FN, qui sont des salariés ou des indépendants appartenant à la classe moyenne).
– Enfin la dédiabolisation a conduit à adopter un discours « républicain » militant. Le concept de laïcité républicaine a ainsi constitué le fondement des principales prises de positions de Marine Le Pen sur les questions liées à l'immigration. Les prières de rue et le halal ont été dénoncés comme des manifestations communautaristes contraires au principe de laïcité dans la sphère publique. Marine Le Pen a affirmé à de nombreuses reprises qu'en revanche, dès lors qu'elle respecte la laïcité, la pratique de l'islam est tout à fait conforme à la règle républicaine de liberté de conscience et de neutralité de l'État à l'endroit des religions.
De même, Mme Le Pen a fait valoir à de nombreuses occasions que, dans la tradition républicaine, les Français, quelles que soient leurs origines, sont égaux devant la loi et dans leur condition de citoyens. Ces conceptions ont conduit Marine Le Pen à récuser la validité de l'aphorisme attribué à De Gaulle souvent cité dans les milieux patriotes (« la France est et doit rester un pays de religion chrétienne, de culture gréco-latine et de race blanche… »), la candidate nationale déclarant en substance que cette vision des choses n'était plus adaptée aux enjeux contemporains.
Ces analyses et ces prises de positions correspondent sans aucun doute aux opinions personnelles sincères de Marine Le Pen, et sont à ce titre tout à fait respectables. Nous pensons cependant qu'en termes de stratégie électorale, ce parti pris de la dédiabolisation constitue une erreur :
– Il est tout d'abord voué à l'échec. Le procès en diabolisation continue et se poursuivra et Marine Le Pen ne parviendra jamais à amadouer la classe dominante. Cette dernière n'est pas dupe : elle sait bien que les objectifs poursuivis par le Front national demeurent inchangés, qu'il s'agisse de la restauration de la souveraineté, de l'arrêt de l'immigration ou de la volonté d'appliquer une politique de fermeté en matière d'ordre public.

Les efforts de « respectabilisation » consentis par le FN sont et seront donc irrémédiablement insuffisants : la classe dominante n'acceptera le FN que lorsque celui- ci aura abandonné l'intégralité de son programme. C'est ainsi que plusieurs cadres importants de l'UMP ont confirmé très récemment qu'il convenait de maintenir le FN hors du pacte républicain (M. Juppé : « le rejet de la xénophobie et de l'islamophobie est notre différence fondamentale avec le Front national » 18/06/12 ; M. Fillon, tançant Mme Morano : « on ne parle pas aux dirigeants du FN » 22/06/12).

– La stratégie de la dédiabolisation a, en second lieu, le grave inconvénient de conduire le FN à se placer en permanence sur le terrain de l'adversaire. Le FN est ainsi constamment sommé de s'expliquer et de donner des gages. Sur son républicanisme. Sur son attachement à la démocratie. Sur son refus du racisme et de l'antisémitisme… Marine Le Pen a dû ainsi consacrer une grande partie de ses interventions médiatiques à essayer de prouver que les militants et électeurs du FN ne sont pas des extrémistes. Sans parvenir à se dédouaner et à lever les préventions.

Pour illustrer le caractère contre-productif de la position défensive choisie par Marine Le Pen, donnons l'exemple de cette émission, l'une des plus importantes auxquelles elle ait participé, au cours de laquelle Mme Le Pen, tentant maladroitement de se défendre des accusations portées par M. Joffrin et Mme Fourest, a choisi de consacrer plusieurs minutes à expliquer que la présence de musulmans dans l'armée française ne constituait pas selon elle un problème.

On sait pourtant, depuis Sun Tsu et Alexandre, que l'un des fondements de l'art de la guerre consiste à choisir le terrain sur lequel on s'efforcera d'attirer l'adversaire, pour le combattre et pour le vaincre.

– Dans le souci de dédiaboliser son discours, la candidate du Front national a choisi de délaisser les sujets de prédilection de son parti, ceux de l'immigration et de la sécurité, en réduisant fortement l'importance de ces questions dans les thématiques choisies pour la campagne. C'est le thème

de l'économie et de l'euro qui a été choisi comme axe de la campagne, la candidate ayant consacré l'essentiel de ses explications à faire valoir la nécessité de sortir de la monnaie unique.
Ce choix a constitué une erreur grossière, doublement coupable. Il a conduit tout d'abord à abandonner le champ sur lequel le FN bénéficie d'une légitimité et d'une cohérence, pour se placer, là encore, sur le terrain de l'adversaire, là où les partis de l'UMPS, forts de leur expérience gouvernementale, continuent à bénéficier auprès de l'opinion, que ces questions dépassent, d'une crédibilité forte. De fait, Marine Le Pen n'a pas réussi à s'imposer comme une personnalité crédible dans le registre économique.
Pire encore, en affirmant que la sortie de l'euro était à la fois inéluctable et souhaitable, Marine Le Pen avait décidé d'adopter sur le terrain économique un discours de rupture. Quel que soit le bien fondé de cette analyse (qui se révèlera probablement juste dans les mois qui viennent), celle-ci a inquiété l'opinion, laquelle a depuis longtemps majoritairement adopté les analyses dictées par la classe dominante (« ce sont l'Europe et l'euro qui garantissent la paix ; la sortie de l'euro et le protectionnisme seraient des facteurs de tensions et d'affrontements »).
Le choix de cet axe de campagne a résulté d'une erreur de jugement grave sur l'état de l'opinion. La majorité des Français sont plus ou moins acquis aux thèses du FN sur l'immigration et l'insécurité et ne seraient pas hostiles à une certaine radicalité dans ce domaine. A l'inverse les Français sont avides de sécurité s'agissant de l'économie et des relations internationales. Or Marine Le Pen et la direction du Front national ont pris le parti de la modération sur l'immigration, tandis qu'ils ont adopté un discours de rupture… sur l'économie et l'Europe ! On ne saurait imaginer contre-sens plus achevé.
– L'erreur majeure commise par la direction de campagne de Marine Le Pen a bien été de prendre le parti d'une certaine modération sur la question de l'immigration et de ne pas

mettre ce thème au centre de la campagne (la même erreur avait déjà été commise en 2007). A titre d'illustration, les deux seules occasions où la campagne de 2012 a tourné autour des positions de Marine Le Pen, permettant à celle-ci de mettre ses concurrents en difficulté, ont été les moments où la candidate nationale a dénoncé les prières de rue et la place prise par le halal. Le reste du temps, Marine Le Pen, constamment bousculée sur la question de l'euro, a été repoussée dans le statut de candidate de seconde catégorie, en retrait de l'affrontement principal entre l'UMP et le PS.
Un mois avant le premier tour, l'affaire Merah a été servie à Marine Le Pen sur un plateau. La candidate aurait dû évidemment enfourcher ce cheval et faire tourner le reste de la campagne sur la question de l'immigration, en s'appuyant sur les différents scandales que cette affaire révélait, venant l'un après l'autre valider toutes les analyses du FN (communautarisme, islamisme, terrorisme, délinquance, assistanat, laxisme de l'État et de la justice, haine anti-française, absence complète d'intégration de personnes pourtant nées en France et y ayant toujours résidé, inefficacité de l'appareil de sécurité après dix années de présence de M. Sarkozy à sa tête…). Au lieu de quoi Marine Le Pen, tournant la page au bout de quarante huit heures, est bien vite repassée à l'euro, laissant M. Sarkozy tirer le bénéfice de la mise de Merah hors d'état de nuire.

- **Une seule stratégie possible désormais : l'appel au sursaut national face à l'invasion**

Nous pensons que la seule stratégie possible désormais repose sur trois pieds :
Il faut d'abord abandonner l'entreprise vaine de dédiabolisation et adopter un discours de salut national.
– Cela suppose de cesser de se placer en position défensive : il faut affirmer que oui, sur la plupart des points, nous ne partageons pas les positions de la classe dominante. Oui par

exemple la présence de musulmans dans l'armée, dans la police et dans la fonction publique en général, pose un grave problème. Oui la France est un pays de tradition chrétienne et doit le rester. Oui la France et l'Europe appartiennent aux populations de souche.
– Cela implique ensuite de mettre l'immigration au centre de nos prises de position.
– Cela impose enfin de tenir un discours qui donne l'alarme. Il faut secouer. Il faut inquiéter. Parler d'invasion. De « Grand Remplacement » comme Renaud Camus. Parler de trahison. Parler de survie. De disparition. De sursaut. Il faut mettre en avant le discours suivant : « *La France et l'Europe sont en train d'être envahies par des populations non européennes. Cette invasion s'effectue avec la complicité active de la classe dirigeante, gauche et droite confondues, qui s'est placée en situation de trahison. Si l'immigration légale et illégale n'est pas interrompue d'urgence et si une partie des immigrés ne sont pas reconduits, notre peuple sera mis en minorité et marginalisé bien avant la fin du siècle et notre civilisation, la civilisation européenne, va disparaître* ».
Il faut, deuxièmement, essayer, par une argumentation adaptée, de lever les idées-reçues qui freinent le vote patriote. De nombreux Français sont en effet globalement d'accord avec les analyses du FN, comme le montrent les enquêtes d'opinion, mais se refusent à voter pour lui et ne veulent pas de son accession au pouvoir. Il faut identifier les raisons de cette attitude et essayer de lever les idées toutes faites qui bloquent la progression du courant « patriote ». Elles sont très précisément, nous semble-t-il, au nombre de six :
– « *Le FN n'est pas crédible comme parti de gouvernement. Il vaut mieux faire confiance à la droite, qui est tout de même moins pire que la gauche* ».
– « *De toute façon le FN ne parviendra jamais au pouvoir : voter pour lui c'est perdre son vote* ».
– « *Les dirigeants du FN sont comme les autres : s'ils parviennent au pouvoir ils ne feront pas ce qu'il disent* ».
– « *Même si elle serait souhaitable, la politique d'arrêt de*

l'immigration voulue par le FN est de toute façon inapplicable ».
– « *Le FN a certainement raison, mais son arrivée au pouvoir aggraverait les choses : tensions et risques d'affrontements civils ; bouleversement du marché du travail puisque la majorité des emplois manuels et d'exécution sont occupés par des immigrés. Il vaut mieux continuer à voter pour les partis traditionnels et pour un certain statu quo, la perspective d'une dégradation lente étant finalement plus acceptable que les risques d'une rupture brutale* ».
– « *Même si l'immigration est une mauvaise chose, comme le dit le FN, on ne peut quand même pas moralement fermer la porte aux immigrés et en renvoyer une partie. Ce serait une preuve d'égoïsme coupable, une faute morale, un péché grave* ».
Des arguments existent qui peuvent être efficaces pour lever ces blocages et convaincre de la fausseté de ces idées-reçues. Nous y reviendrons dans de prochains articles. Mais ces idées toutes faites sont bien ancrées dans l'opinion et il n'y aura pas trop de cinq ans pour convaincre : il faut donc donner la priorité à une action de pédagogie sur ces thèmes.
Il faut enfin soigner la forme de notre expression. Cet effort s'impose avant tout à la présidente du Front national. Plus la parole est dure sur le fond, plus la forme doit être maîtrisée. Moins de grands sourires, ressentis comme agressifs ou méprisants. Moins de mimiques et de mouvements du corps. Moins de joutes verbales avec les journalistes. Moins de décibels.
La crédibilité présidentielle suppose d'adopter une attitude de plus grande retenue, de distance, de gravité, voire de mystère. Elle impose surtout le plus grand calme et une absolue maîtrise de soi. Marine Le Pen est évidemment la meilleure candidate possible pour le camp patriote. Mais il lui incombe d'encore progresser et de procéder à des inflexions dans sa façon de s'adresser à l'opinion.

**

Nous tenons à préciser, avant de conclure, que les jugements portés sur les choix effectués par le FN et sa candidate n'engagent en aucune manière le site Fdesouche et ses responsables. Ajoutons qu'il ne s'agit pas pour nous de nous poser en donneur de leçons : nous serions nous-mêmes bien incapable de réaliser les prestations, souvent remarquables, qui ont été celles de Mme Le Pen au cours de la campagne. Nous tenons également à mettre en exergue certaines des qualités les plus évidentes de Marine le Pen, qui sont aussi sans aucun doute celles des responsables de sa campagne et des militants de son parti : la sincérité ; le courage ; et l'amour de la patrie.

Il n'en reste pas moins que les résultats objectivement décevants de la période électorale qui vient de s'achever rendent nécessaire une remise en question.

Il n'est aucunement certain, nous en convenons, que la stratégie du tocsin et du salut national puisse réussir :

– Depuis sa création le Front national a mis en garde les Français et ses pronostics ont été chaque jour validés par les faits. Et pourtant, victimes de l'entreprise de bourrage de crâne menée depuis des décennies par l'oligarchie immigrationniste, les Français refusent d'ouvrir les yeux. Dès lors il n'est nullement garanti qu'un changement de discours du FN puisse enrayer le processus d'aveuglement volontaire et de résignation collective. Citons Péguy, qui constatait combien il est difficile d'accepter de « voir ce que l'on voit ».

– Non seulement le changement de discours que nous préconisons peut se révéler inefficace mais il peut même se traduire, ce n'est effectivement pas exclu, par un rejet de l'opinion et par un effondrement électoral.

– Enfin un discours en appelant au sursaut national face à l'invasion peut entraîner une réaction violente du régime, qui pourrait décider d'interdire le Front national et les autres organisations de la mouvance et poursuivre pénalement ses leaders, tandis que l'opinion resterait passive.

Les risques de la stratégie que nous préconisons existent.

Elle nous paraît néanmoins la seule possible pour tenter de contrebattre l’apathie mortifère et l’esprit de renoncement qui se sont emparés des sociétés française et européennes. Peut-être les évolutions internationales en cours dans le monde arabo-musulman et les conséquences qu’elles ne devraient pas manquer de produire en Europe fourniront-elles l’occasion de procéder à ce changement de cap ?